

www.pekea.org



Supprimer le chômage : l'indispensable renversement des valeurs et des priorités.

par Jacques De Bandt (1)

Résumé

Nos sociétés s'accommodent trop facilement de taux de chômage insupportables.

Les mesures de politiques de l'emploi se sont toutes avérées inefficaces ou insuffisantes. Il faut donc aller beaucoup plus loin.

L'idée de base est de supprimer le chômage purement et simplement : non seulement les chômeurs, mais l'institution du chômage elle-même.

L'hypothèse de base est que pour que le nouveau modèle de croissance - correspondant à l'économie de la connaissance - prenne corps, on doit pouvoir disposer de tout autres ordres de grandeurs des ressources humaines et compétences adaptées aux besoins considérables de production de connaissances (complexes).

En d'autres termes, l'enchaînement vertueux doit être : intensifier les formations, mettre tout le monde au travail, produire des compétences, produire les connaissances que requiert le régime d'innovation permanent, accroître la productivité des activités informationnelles, produire la croissance nécessaire et possible...

Pour cela, on réaffecte la totalité des moyens mis en oeuvre dans la gestion du chômage à des fins d'emploi et de formation.

Introduction : quelle que soit la manière de les calculer, les taux de chômage sont très élevés, en réalité exorbitants. Mais la société s'est habituée : on déplore, mais on accepte l'irréversible.

Au delà de multiples mesures de toute sorte visant à réduire le chômage ou en réduire les conséquences, la RTT a été une sorte de tentative limite : quand on ne sait plus quoi faire d'autre. Elle n'a en réalité pas été acceptée, dans toute sa logique : on a préféré le chômage au prix à payer pour le supprimer.

Il est vrai que le citoyen moyen connaît mal les comptes totaux du chômage des spécialistes et que même ceux-ci n'intègrent pas, et de loin, tous les coûts humains, sociaux et même économiques (par exemple l'obsolescence des ressources humaines) évalués. Pourquoi ne publie-t-on pas des comptes complets du chômage, y compris l'évaluation de tous les coûts n'ayant pas de mesure monétaire directe ?

Peut-on réellement supprimer le chômage ?

La question est trop large : on la limite ici aux pays développés (dans les pays en développement : il faut aussi, par définition, le « développement »).

La solution « économique » de principe - évidemment inacceptable - consisterait à laisser jouer totalement l'adaptation par les prix et les quantités.

On peut toujours attendre que le vieillissement de la population assèche les demandes d'emplois : comme si ce vieillissement ne pouvait pas aussi s'accompagner d'une décroissance.

Quelques données simples :

- Seule l'expansion (à court terme) ou la croissance (à plus long terme) créent suffisamment d'emplois pour réduire le chômage.
- Les coûts du chômage sont exorbitants : pour les chômeurs, pour les ressources humaines de la nation, pour les entreprises, pour la collectivité...
- Toutes les mesures prises s'avèrent sinon inefficaces, du moins insuffisantes.

Une conviction : le chômage comme institution crée ou entretient le chômage.

Un exemple : par rapport à l'argumentation selon laquelle la France est un pays à chômage élevé parce que le travail y est peu flexible, on peut aussi bien défendre l'argument inverse, selon lequel la flexibilité du travail, en réalité trop forte en France, amplifie le chômage.

Il en est ainsi parce qu'on a supprimé l'élément humain, l'homme en tant qu'être humain, mais aussi l'homme, autrement que comme ressource énergétique, comme capacité cognitive et créatrice (2).

Une hypothèse de travail : le nouveau paradigme (l'économie de la connaissance) et le nouveau modèle de croissance ne sont pas encore des réalités.

La France – nos économies (moins cependant les E.U. pour d'autres raisons) – traverse toujours (depuis trente ans) une période – une crise – de transition, comportant d'une part de fortes contraintes, complexités et rendements décroissants et d'autre part certes des progrès de productivité (liés en particulier aux TIC) qui sont certes importants, mais très insuffisants pour alimenter une croissance plus forte.

Aujourd'hui les entreprises peuvent, grâce aux TIC, rationaliser les processus de production et supprimer des emplois existants et par là assurer leur rentabilité à court terme, mais elles ne font pas assez d'investissements (surtout immatériels) dans une perspective de croissance à plus long terme permettant de créer de nouveaux emplois.

C'est l'émergence effective de l'économie de la connaissance qui doit permettre la mise en place du nouveau modèle de croissance.

Argument central :

Ce n'est pas d'abord la croissance qui va créer les emplois nécessaires, ce sont les emplois qui vont créer la croissance.

Une parenthèse : *il n'est de richesse, que d'hommes*

Certains spécialistes (3) continuent d'affirmer, de manière péremptoire et définitive, que la formation ne résout pas le chômage. Si chômage il y a et donc files d'attentes, les plus formés, mieux placés dans la file, seront les premiers embauchés : la formation apporte donc une solution aux formés, au détriment des non formés, mais ne crée pas d'emplois et ne résout pas le chômage.

C'est absurde, parce que purement statique, vu par le petit bout de la lorgnette.

C'est superbement ignorer que la croissance est d'abord et avant tout - et plus que jamais aujourd'hui, dans l'économie de la connaissance en gestation – le fait des ressources humaines : ce sont évidemment les compétences qui poussent la croissance.

Comment ne pas voir ce que sont les moteurs de la croissance, que ce soit aux Etats-Unis ou dans les pays scandinaves ?

Encore faut-il être en mesure de produire, en quantité, les compétences qui conviennent !

Il faudrait s'étendre ici sur l'« économie de la connaissance » :

négativement : fin de (toute rentabilité) de la reproduction à l'identique, peu de maîtrise de la complexité et des rendements décroissants.

positivement : activités informationnelles, investissements immatériels, production de connaissances complexes, innovation permanente....

Quelques implications :

- autre ordre de grandeur

bien entendu, des besoins en formations et ressources humaines

de nouvelles formations : systèmes d'information, communication et interaction, analyse systémique, (pas moins, mais plus de formation de base).

plus encore, des besoins en compétences (y compris savoirs et connaissances tacites).

- travail :

plus un facteur générique, interchangeable,

mais compétences (capacité opérationnelle de résoudre des problèmes):

organisation du travail : autonomie et responsabilité.

- formation-emploi :

échecs de marché des marchés de la formation et du travail

production de compétences indissociable de la production :

ce n'est parce qu'on est compétent qu'on trouve un emploi, c'est parce qu'on a un emploi qu'on devient compétent.

nouvelle division du travail entre l'école et les entreprises (ou autres organismes de production)

- la disponibilité de compétences, besoin essentiels des entreprises (et autres organismes de production) :

pallier les pénuries significatives de personnels compétents

réactivité nécessaire en régime d'innovation permanente.

réserves de compétences pour lancer de nouveaux projets.

- impuissance de l'acteur individuel (fin de l'individualisme méthodologique ?)

l'acteur individuel ne se suffit pas à lui-même et coopère

il s'insère dans des réseaux

il dépend d'actifs et dynamiques collectives.

L'idée de base, très simple :

1. Puisqu'on dépense beaucoup d'argent pour la gestion du chômage (de la prévention à la prise en charge)
2. on prend cet argent et on le dépense autrement
3. pour occuper, former les gens et produire les compétences nécessaires.

On supprime donc le chômage – non seulement les chômeurs, mais l'institution même du chômage – avec lui, on supprime

- les cotisations que paient les entreprises

- les indemnités de licenciements, les plans sociaux et toutes les procédures les concernant

- tous les systèmes d'aide à l'embauche de personnels hors conditions du marché

- toutes les institutions et procédures visant à pallier les imperfections du marché

- toutes les indemnités de chômage.

Cela signifie que toutes les personnes aptes et désireuses de travailler, doivent être employés et mis au travail ou en formation ou les deux.

En contrepartie, on aide les entreprises d'une part à employer les personnels et d'autre part, et surtout, à les former et leur faire acquérir des compétences. On mobilise d'ailleurs, à cette fin, non seulement les ressources déjà engagées dans la formation professionnelle, mais tout le système éducatif. C'est d'ailleurs l'occasion de faire évoluer le système éducatif, et la formation professionnelle en particulier, en tant que de besoin, et l'incitation à le faire.

Bien entendu, le système pose une série – une multitude – de problèmes :

1. le premier et le plus important est de savoir comment on organise la répartition des personnels entre toutes les entreprises, de manière à vidanger le marché et sans que cela ne fossilise les structures d'emplois.
2. le second problème est celui des niveaux de rémunération des divers personnels, obligeant sans doute à recourir à une sorte de « politique des revenus », prix à payer pour la suppression du chômage.
3. plus généralement se pose la question des modes d'organisation des relations industrielles : négociation, conflits....

Tout ceci requiert quelque chose comme de la « planification démocratique », c'est-à-dire de la démocratie participative appliquée aux domaines de la formation et de l'emploi.

Il est clair qu'un tel système fonctionnera mieux dans le contexte d'une dynamique de croissance. Mais c'est précisément l'objectif : développer les ressources humaines et les compétences de manière à rendre possible

l'émergence du nouveau modèle de croissance. C'est une condition : ces investissements immatériels conditionnent la croissance qui doit les « rentabiliser ». Les possibilités sont réelles, comme le montrent les exemples des pays ou régions qui ont misé fortement sur ce type d'investissements immatériels (4).

L'émergence du nouveau système technique et du nouveau modèle de croissance qu'il permet de fonder est présentée ci-dessus comme une hypothèse : on peut la voir comme un pari.

Notes :

(1) : Jacques De Bandt est Directeur de Recherche émérite du CNRS, Directeur de publication de la Revue d'Economie Industrielle, ainsi que de la revue FAIRE SAVOIR et président de AMARES : l'Association méditerranéenne d'animation, de rencontres et d'échanges scientifiques dans les Sciences de l'Homme et de la Société (www.amares.org), co-responsable du projet « SHS2i ». /

[Revenir au texte](#)

(2) : Supprimer l'élément humain, ou plutôt démontrer qu'il peut être traité comme matière, telle est la manière de faire reconnaître le règne de l'organisation.... (Claude Lefort, Un homme en trop. Réflexions sur l'archipel du Goulag, Le Seuil, 1976). / [Revenir au texte](#)

(3) : Deux exemples, distants, qui montrent que les choses n'évoluent pas. Premier exemple : nous avons repris dans ce que nous avons appelé le « bêtisier du travail » (J. et F. De Bandt, La descente aux enfers du travail : ou l'économie sens dessus dessous, ADST, 1996), une phrase de Y. Lichtenberger : « si la formation est une solution individuelle, elle ne saurait en aucun cas être une solution collective », pour en critiquer le caractère statique. Deuxième exemple : récemment, Jacques Freyssinet faisait encore plus fort : « Il n'y a aucun lien de causalité entre le niveau de formation de la force de travail et le niveau de chômage. Certes, sur le plan individuel, le risque de chômage est étroitement corrélé au niveau de qualification, mais le marché du travail fonctionnant selon la logique de la file d'attente, le mieux doté l'emporte sur le moins bien formé. Mais cela ne change rien au nombre d'emplois disponibles : la qualification ne crée pas d'emplois supplémentaires ». (cité par Laetitia Van Eeckhout, Le Monde du mardi 23 septembre 2003). / [Revenir au texte](#)

(4) : Les niveaux et croissances des dépenses de formation et de recherche dans les pays scandinaves sont d'un autre ordre de grandeur que chez nous. / [Revenir au texte](#)

Last modified
comm/6-2-Bandt.html
11-12-2003 23:Dec

